

Le CLA dénonce «une opération marketing»

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4449 - Mercredi 11 avril 2018 - Prix : 10 DA

Sanctions de la LFP

Chaouchi suspendu pour cinq matchs

Avec le rééchelonnement d'une dette de 122 milliards de DA

Le groupe émirati Emarat Dzayer reprend le complexe d'El Hadjar

Les puissances moyennes enfin écoutées ?

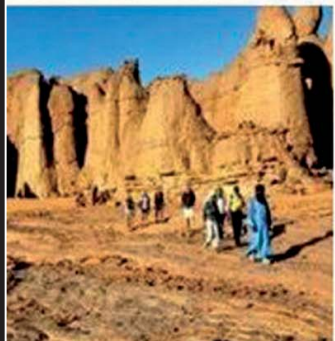
Par Mohamed Habili

A la différence de l'attaque américaine, d'il y a une année, contre la base militaire syrienne de Chaayrat, soi-disant en représailles à l'attaque chimique de Khan Cheikhoun, celle d'aujourd'hui, dont tout indique qu'elle est imminente, ne sera vraisemblablement pas qu'américaine, mais également française et britannique. De ce fait même, la possibilité qu'en définitive elle n'intervienne pas ne mérite même pas d'être soulevée, tant elle est improbable. Depuis le temps en effet que la France et la Grande-Bretagne attendent que les Etats-Unis les associent à quelque agression contre la Syrie, ce n'est pas maintenant qu'elles sont invitées à être de la partie qu'elles vont avoir des scrupules ou faire les difficiles. En demandant des preuves, par exemple, sur la culpabilité de Damas. Si ça n'avait tenu qu'à elles, ou plus exactement qu'à leurs dirigeants actuels, il y a longtemps qu'elles auraient essayé avec la Syrie ce qu'elles avaient si bien réussi avec la Libye, et dont celle-ci ne s'est toujours pas remise, tellement le travail a bien été fait. Ces deux puissances moyennes, un temps les maîtresses du monde, les Etats-Unis et la Russie d'aujourd'hui autant dire, sont d'autant plus prompts à recourir à la force qu'elles ont une revanche à prendre sur l'histoire. Elles n'auraient rien pu faire en Libye si le président américain de l'époque ne s'était pas laissé suborner par sa ministre des Affaires étrangères, Hillary Clinton. Cela fait des années qu'elles sont frustrées de ne pas pouvoir faire son affaire au régime syrien.

Suite en page 3

1^{er} Forum international pour la promotion du tourisme saharien

Le Sahara a moins besoin d'hôtels que de promotion



Bien que les professionnels du tourisme considèrent que le manque de structures d'hébergement au Sahara comme étant une entrave pour le développement du tourisme dans la région, le responsable de l'agence de voyages «Akar-Akar» pense le contraire. «Le désert algérien n'a pas besoin de grandes infrastructures hôtelières, mais essentiellement de promotion».

Lire page 2

Lutte contre les nouvelles formes de criminalité

Introduction de techniques adaptées à la cybercriminalité

Galerie d'art «Ezzou'Art»

La photographe Chafia Loudjici expose ses œuvres

1^{er} Forum international pour la promotion du tourisme saharien

Le Sahara a moins besoin d'hôtels que de promotion

■ Bien que les professionnels du tourisme considèrent que le manque de structures d'hébergement au Sahara comme étant une entrave pour le développement du tourisme dans la région, le responsable de l'agence de voyages «Akar-Akar» pense le contraire. «Le désert algérien n'a pas besoin de grandes infrastructures hôtelières, mais essentiellement de promotion».

Par Louiza Ait Ramdane

Pour Mohamed Zounga, le désert c'est les bivouacs, les tentes et l'aventure. Le manque d'infrastructures hôtelières n'a jamais posé problème pour la promotion de la destination saharienne algérienne. «Notre grand souci est la promotion de la région saharienne et de Tamanrasset considérée comme le berceau du tourisme saharien», dira M. Zounga lors d'une conférence de presse organisée hier pour présenter la 1^{re} édition du Forum international pour la promotion de la culture et du tourisme saharien qui se tiendra du 18 au 21 avril 2018.

Dans ce sens, il propose à l'Etat d'intervenir pour faciliter l'obtention des visas afin d'attirer les touristes étrangers. L'autre objectif cité par l'intervenant est la récupération de 10% des touristes algériens en faisant une promotion de cette destination qui représente l'avenir des rentes du pays en dehors des hydrocarbures. Interrogé sur la saison estivale saharienne actuelle, Mohamed Zounga indique que le nombre de touristes est en dessous des attentes du secteur du tourisme, surtout avec l'amélioration de la sécurité aux frontières.

Optimiste, l'intervenant s'attend à un afflux important de touristes pour la prochaine saison touristique. Sur la présence sécuritaire renforcée pour les touristes, le conférencier pense que les services de sécurité n'ont pas acquis une expérience dans le domaine d'accompagne-



Ph.E. Soraya/J. A.

ment des touristes, raison pour laquelle ils se trouvent collés aux touristes à chaque déplacement. Pour les coûts proposés par les agences de voyages considéré élevé par le citoyen, Mohamed Zounga répond par l'affirmative. Selon lui, «l'on ne reçoit pas un grand nombre de touristes pour réduire les coûts, mais avec les efforts commerciaux on arrivera peut-être à attirer un grand nombre de touristes et, du fait, réduire les coûts». Cependant, il cite les réductions des compa-

gnies aériennes algériennes à 50% pour les voyages organisés. «C'est déjà un avantage», dira-t-il.

L'intervenant a posé également le problème du manque d'agences de voyages à Tamanrasset.

Sur les 136 agences existantes, cinq seulement sont en activité actuellement. «C'est une grave crise», dit-il. Revenant au Forum, premier du genre qui sera organisé à Tamanrasset et présidé par lui-même, il indique

que Tamanrasset est une destination très sollicitée grâce à ses richesses culturelles, particulièrement authentiques.

Il est important à l'heure actuelle de parler de cette partie du monde, de sa véritable histoire humaine. D'où, explique-t-il, la tenue de cette unique rencontre. «A travers cet événement, nous souhaiterions faire connaître les richesses culturelles et touristiques aux Algériens et aux étrangers dans le but de promouvoir la culture saharienne algérienne et

celle de Tamanrasset en particulier», affirme-t-il. Le Forum regroupera des experts et professionnels du secteur, nationaux et étrangers. Toutes les tribus seront présentes à l'événement.

Des circuits touristiques vers Assekrem font partie du programme de la rencontre. Une journée d'étude sur le tourisme saharien est prévue, dont les recommandations seront prises en compte pour l'amélioration du tourisme saharien. L. A. R.

Lutte contre les nouvelles formes de criminalité

Introduction de techniques adaptées à la cybercriminalité

«Introduction de nouvelles techniques d'investigations, accompagnées du réaménagement de certains textes de loi et d'une formation adaptée des magistrats pour prévenir et lutter contre les nouvelles formes d'infractions, telle celle liée à la cybercriminalité», a déclaré hier le procureur, représentant du ministère de la Justice, Abdelkrim Djadi.

Parmi les sujets qu'à évoqués Djadi lors de son passage à la Radio nationale, la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, la corruption, le trafic de stupéfiants et le blanchiment de capitaux. Ces nouveaux phénomènes qui ont envahi notre société font des ravages et la justice doit faire face chaque jour à des affaires toutes aussi diffé-

rentes que complexes. Le procureur, représentant du ministère de la Justice, a signalé hier qu'énormément d'efforts ont été entrepris pour mener la lutte à ces différents phénomènes, notamment par le biais de l'adoption de plusieurs conventions internationales de lutte contre la criminalité. Par ailleurs, Djadi a indiqué que des dispositions ont été instituées pour renforcer le droit des personnes à la vie privée et à leur liberté, lesquelles, indique-t-il, ont désormais la possibilité de faire appel à la justice lorsque leurs vies privées ou leur liberté sont agressees. Il signale également la possibilité pour les citoyens voulant s'éviter un procès long et coûteux, de faire appel à la médiation pénale, une procédure

médiane lors de laquelle le procureur de la République peut décider d'entreprendre une médiation entre des justiciables pour régler leur litige à l'amiable. De son côté, la ministre des TIC, Houda Imane Faraoun, avait précisé concernant la préoccupation inhérente à l'accès aux sites internet et à leur piratage, que «le traitement de cette problématique concerne la loi relative à la lutte contre la cybercriminalité que le ministère œuvre à relancer pour la soumettre à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans les prochains jours». Pour rappel, une avocate spécialisée dans les TIC, Hind Benmiloud, avait estimé, lors des travaux de la 6^e édition du Sommet africain sur la cyber-sécurité à Oran que «l'Algérie doit assurer une forma-

tion spécialisée aux magistrats pour mieux répondre aux problématiques posées par les infractions et délits propres aux réseaux électroniques». Elle a ajouté que l'Algérie doit «se préparer sur le plan juridique pour être au diapason de ces avancées technologiques et numériques, en spécialisant des magistrats en matière de cybercriminalité». «Des juges, des avocats, des officiers de police et de gendarmerie commencent à se spécialiser dans la cybercriminalité. Il est nécessaire de renforcer ces potentialités humaines. La spécialisation permet de répondre aux problématiques posées par les infractions propres aux réseaux électroniques, lorsque celles-ci atteignent un certain degré de com-

plexité ou constituent des atteintes particulièrement graves», a-t-elle expliqué. S'agissant de la législation algérienne, M^{me} Benmiloud a précisé que le droit algérien «comporte un dispositif juridique assez étoffé, notamment avec la récente adoption de plusieurs textes qui régissent la cybercriminalité». Toutefois, elle a relevé que ce dispositif doit être «constamment mis à jour en raison de l'évolution trop rapide des technologies de l'information et des infractions qui leur sont liées». Selon elle, dans le domaine de la cybercriminalité, «une loi ne peut jamais être complète car ces technologies évoluent très vite, ce qui exige une adaptation continue des textes de loi à ces nouvelles données». **Thinine Khouchi**

Avec le rééchelonnement d'une dette de 122 milliards de DA

Le groupe émirati Emarat Dzayer reprend le complexe d'El Hadjar

■ Allons-nous vers l'épilogue de la triste saga de ce qui fut le fleuron de l'industrie nationale ? Hier, le gouvernement a en effet annoncé la reprise, dans le cadre de la règle 51/49, du complexe sidérurgique d'El Hadjar-Annaba par le groupe émirati Emarat Dzayer.



Par Lynda Naili

Le Conseil des Contributions de l'Etat (CCE) a adopté un certain nombre de résolutions, notamment celle destinée à relancer le complexe sidérurgique d'El Hadjar/Annaba pour le fer et l'acier. C'est en tout cas ce qu'a publié hier le Premier ministre sur son site officiel. A ce titre, le document du gouvernement indiquera qu'après adoption de la réorganisation du complexe sidérurgique d'El Hadjar, «un rééchelonnement à long terme de sa dette s'élevant à plus de 122 milliards DA» a également été décidé par le

Conseil des Contributions de l'Etat. Par ailleurs, ajoute la même source, «le complexe d'El Hadjar bénéficiera aussi d'un financement additionnel de modernisation de 23 milliards de dinars et sera également doté de capacités autonomes en alimentation électrique et en eau retraitée».

A ces décisions, s'ajoutera l'accord du CPE donné pour la conclusion d'un partenariat industriel selon la règle 51/49% entre le complexe Sider d'El Hadjar et le Groupe industriel Emarat Dzayer, une entreprise algéro-émirati spécialisée dans le domaine de la sidérurgie. De ce fait, soulignera le gouverne-

ment, à travers ce partenariat, un investissement de plus de 160 milliards de dinars sera engagé pour réaliser de nouvelles productions sidérurgiques sur le site d'El Hadjar. Cet investissement sera destiné notamment à la réalisation de la deuxième phase de réhabilitation du complexe d'El Hadjar pour produire de nouveaux types de produits tels que les aciers spéciaux et les tubes sans soudure, selon des déclarations récentes du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi. Pour rappel, le groupe public algérien Imetal avait repris en août 2016 les parts sociales du groupe sidérurgique

international ArcelorMittal qui détenait 49% du complexe d'El Hadjar. La résiliation de l'accord avec ArcelorMittal était intervenue suite au recul des niveaux de production annuelle à 300 000 tonnes d'acier, alors que la reprise par l'Etat, à travers son groupe Imetal, avait permis de relancer le plan de réhabilitation et de modernisation du complexe sidérurgique d'El Hadjar pour en porter la production annuelle à 1,2 million de tonnes d'acier liquide à court terme. Le complexe d'El Hadjar s'étend sur un terrain de 840 hectares et emploie près de 5 000 travailleurs.

L. N.

Les dernières décisions ne profitent qu'à 3% du personnel de l'éducation

Le CLA dénonce «une opération marketing»

Le département de Nouria Benghebrit a publié, il y a quelques jours, la nouvelle grille indiciaire des grades et le régime de rémunération des corps spécifiques de l'Education nationale. Revenant sur ces dernières mesures prises par la tutelle, le Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CLA) dénonce «une opération de marketing» qui a été lancée dont le but est de «semer l'illusion au sein des travailleurs de l'Education nationale, d'un côté, et de l'opinion publique, de l'autre». Selon le syndicat, au-delà de l'application du décret présidentiel n° 14-266, qui a été accordé dans le cadre de la négociation avec l'Intersyndicale de l'éducation, le reste des décisions sont

prises d'une façon unilatérale et sans aucune concertation, affirme le syndicat dans un communiqué. Pour le CLA, la nouvelle grille salariale «ne profite qu'à 3% du personnel de l'Education nationale, consacre beaucoup plus d'injustice et de ségrégation entre les divers corps et ne répond pas aux attentes de la majorité des fonctionnaires du secteur qui sont laissés pour compte, à savoir les enseignants du secondaire et du moyen, les adjoints de l'éducation et des conseillers pédagogiques, les corps communs et ouvriers professionnels». Le syndicat rejette les dernières décisions de la ministre de l'Education «dans le fond et dans la forme» et lui reproche d'avoir notamment pris des décisions de «façon

unilatérale et sans aucune concertation». «Le CLA considère que les décisions prises concernant les promotions et la reclassification de quelques corps du secteur de l'Education, même celles qui sont légitimes, comme une insulte pour le travail de la commission mixte (syndicats-ministère) installée pour la révision du statut particulier depuis 2015 dans l'objectif de mettre fin à toutes les anomalies qu'il contient», lit-on dans le communiqué. A cet effet, il «appelle l'ensemble des enseignants et des corps laissés pour compte à se mobiliser et à se préparer à une riposte commune afin d'exiger ensemble la mise en application des recommandations de la commission mixte de la révision du statut particu-

lier». La révision de ce statut particulier concerne, selon le CLA, la reclassification catégorielle de tous les corps, la création de nouveaux grades de promotion, la modification des conditions de promotion, la création de passerelles entre les corps et les paliers et le respect du principe d'équité, de justice et de hiérarchie entre les divers corps et paliers. Selon la nouvelle grille, les travailleurs du secteur bénéficieront de promotions qui concerneront l'ensemble des catégories, à savoir les enseignants des trois cycles (primaire, moyen et secondaire) outre les fonctionnaires, conseillers de l'éducation, directeurs et inspecteurs, a annoncé le ministre de l'Education. Ces nouvelles mesures concernent

LA QUESTION DU JOUR

Les puissances moyennes enfin écoutées ?

Suite de la page une

Des années qu'il les nargue du seul fait d'exister encore. Une «dictature arabe» s'est exposée à être détruite, et elles ne l'ont toujours pas détruite ! Elle est toujours là à se moquer d'eux, parce qu'il a plu à Donald Trump de faire en la matière du Barack Obama. Pire encore, elle serait capable d'en sortir vainqueur si les Etats-Unis ne surmontaient pas leur indécision. Leur tentation isolationniste toujours recommencée. Certes, la condition principale qui a signé l'arrêt de mort de la Libye de Kadhafi, à savoir son isolement dans le monde et dans sa région, n'est pas satisfaite dans le cas de la Syrie de Bachar al-Assad. Qui elle en revanche a des alliés sûrs, dont la Russie, qui s'est pleinement engagée à ses côtés, ayant compris que sa propre sécurité était en jeu. Là où Français et Britanniques sont dans le coup, en principe ce n'est pas pour une action d'éclat mais sans lendemain. Pour un feu d'artifice comme celui des Américains sur Chaayrat en avril de l'année dernière. Eux quand ils font tonner le canon, ce n'est pas pour le remiser tout de suite après. Ils ne sortent pas le grand jeu pour le faire rentrer sans avoir réglé le problème pour lequel ils y ont recouru. Ils ont de la suite dans les idées pour ce qui les concerne. Ils ont été patients avec leurs alliés américains, ils ont attendu qu'ils se décident à leur faire appel, mais maintenant qu'ils en viennent à leurs vœux, à eux désormais de les suivre jusqu'au bout de ce chemin. Aux Américains d'assurer la logistique, comme en Libye, puisque c'est eux qui disposent de la force brute, aux vieilles puissances moyennes de fixer le cap. C'est-à-dire destruction de la Syrie et coup d'arrêt donné au redressement de la Russie. Outre ce qui sera donné par surcroît : le renversement du régime iranien, et le démantèlement du Hezbollah. Au vu de tant d'objectifs dépendant étroitement liés, qui ne voit que l'isolationnisme américain est le véritable ennemi des puissances moyennes ?

M. H.

le dossier de promotion à travers lequel il sera procédé en 2018 et 2019 à la mise en œuvre de la même modalité de promotion adoptée au titre des années 2015, 2016 et 2017. Cette mesure permettra à la commission installée au niveau du ministère, composée de représentants des partenaires sociaux, de veiller sur «la transition de la promotion sociale au mérite pédagogique». Concernant l'autre mesure, il s'agit de «l'exécution du décret présidentiel de 2014 qui concernera 8 branches du secteur ainsi que 21 corps sur un total de 28, d'autant plus qu'il concernera 26 grades sur un total de 46».

Meriem Benchaouia

Université d'Oran

Présentation prochaine d'un projet de route intelligente

■ Il s'agit d'une application intelligente en matière d'éclairage visant l'efficacité énergétique et qui permet le contrôle à distance de la lumière sur un linéaire déterminé et le passage de la rue sans encombre des piétons en cas de baisse de l'intensité de la lumière.

Par Yanis C.

Le projet pédagogique innovant d'une route intelligente portant sur l'éclairage économique d'une rue, conçu par des étudiants de l'Ecole supérieure en génie électrique et énergétique d'Oran (ESGEE), sera présenté le 16 avril prochain, à l'occasion de la journée Youm El Ilm, a-t-on appris, hier, du président du club scientifique e-Club de cet établissement. Selon le D' Djelal Abdellah, il s'agit d'une application intelligente en matière d'éclairage visant l'efficacité énergétique et qui permet le contrôle à distance de la lumière sur un linéaire déterminé et le passage de la rue sans encombre des piétons en cas de baisse de l'intensité de la lumière. Ce système intelligent est doté d'émetteurs et de récepteurs infrarouges contrôlables à distance avec une parfaite maîtrise de la lumière des poteaux, a-t-il ajouté.

Le même établissement d'enseignement supérieur abritera également une exposition d'autres projets pédagogiques conçus par les étudiants et dédiés pour l'essentiel à l'électronique et la programmation informatique. Le e-Club est une association forte de 17 équipes de jeunes lycéens et étudiants travaillant sur près d'une vingtaine de projets dont la conception d'un feu tricolore intelligent, d'un



PND.R. panneau d'affichage, d'une machine à commande numérique.

Ces travaux sont réalisés par des élèves du CEM Ibn Badis de Benfréha, une commune située à l'Est d'Oran. Pour leur part, les étudiants de l'Institut des sciences et techniques appliquées d'Oran, présenteront d'autres projets, à l'exemple d'une canne avec capteur ultrason pour la détection des obstacles sur 55 centimètres, d'un bras robotique avec quatre degrés de liberté télécommandé par Bluetooth, un bras télécommandé par ondes infrarouges et autres innovations.

Le programme de cet événement, devant avoir lieu dans l'enceinte de l'ESGEE, comprend une conférence scientifique intitulée «Le calcul de la vitesse de la lumière dans le Coran», selon le comité d'organisation.

Y. C./APS

Les 11 et 12 avril

Portes ouvertes sur l'université au profit des candidats au Bac

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique organisera les 11 et 12 avril en cours des portes ouvertes sur l'Université, au profit des candidats à l'examen du baccalauréat sur l'ensemble du territoire national. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général des enseignements et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghouali a précisé que la tutelle organise, aujourd'hui et demain, des portes

ouvertes au profit des candidats au baccalauréat, en vue de leur «fournir toutes les informations relatives au système d'orientation, aux spécialités scientifiques disponibles, aux modalités d'inscription, au contenu de la formation et à tout ce qui a trait aux mécanismes d'inscription à l'université». Quatre choix ont été maintenus pour cette année avec l'introduction d'«améliorations» au profit des bacheliers, de manière à permettre à chaque étudiant de s'orienter vers la spécialité désirée,

en lui donnant une première puis une deuxième chance pour faire son choix, en prenant en compte la moyenne obtenue au baccalauréat, outre les facilités accordées à la quatrième étape des inscriptions concernant le changement de résidence. Les portes ouvertes seront organisées dans les cités universitaires et les maisons de la culture au niveau de chaque wilaya, tandis que la Bibliothèque nationale du Hamma a été choisie pour abriter la manifestation à Alger.

Asma F.

Wilaya de Béjaïa

Les bilans par secteurs communiqués

Prévu pour la toute prochaine session ordinaire de l'APW qui devrait se tenir ces jours-ci, le bilan de la wilaya, du moins en ce qui concerne certains secteurs comme les travaux publics, l'énergie, la jeunesse et des sports et les ressources en eau, l'habitat, la santé... ont été communiqués par la cellule de communication de la wilaya avec chiffres à l'appui en sus des photos et des vidéos-reportages en ligne. Ainsi, les auteurs du bilan soulignent que «le secteur des travaux publics a connu un essor considérable durant l'année 2017», indiquant une nette avancée dans les projets lancés dont celui de la pénétrante autoroutière qui est passée en 2016 de 35% à 60% en 2017, soit un avancement qui a atteint en un an les 25%. S'agissant de l'échangeur des 4 chemins, il est indiqué que le taux d'avancement en 2016 était de 45% et il a atteint en 2017 un taux de 77%, soit un taux d'avancement de 32%. La réhabilitation des gorges de Kherrata fait partie aussi des projets égrenés. Il fait part d'un

taux d'avancement de 20% en 2016 et 55% en 2017, soit un avancement de 35%. La wilaya a choisi de communiquer ce bilan sans doute par rapport aux critiques formulées par quelques personnalités politiques locales, que ce soit dans la presse ou sur

les réseaux sociaux, dont le député indépendant Braham Bennadji, et aussi peut-être par rapport au départ cette semaine du wali, promu au poste ministre de la Jeunesse et des Sports. Plusieurs infrastructures sportives et de la jeunesse ont égale-

ment été réalisées dans la wilaya de Béjaïa durant l'année 2017. Le chef de l'exécutif, suite à des rencontres avec des jeunes à travers les communes qu'il a visitées, et en premier lieu les chefs-lieux de daïra, les a dotées en terrains avec gazon dont les travaux ont déjà commencé et pour la plupart achevés. Il est cité aussi la «réalisation, le réaménagement et la réception de l'Auberge Adekar, la Maison de jeunes de Khertra, la piscine semi-olympique El-Kseur...». Deux complexes sportifs de proximité, 5 salles omnisports, deux stades de proximité, ont également été réceptionnés. Pour sa part, le secteur de l'énergie a également été cité en ce qui concerne le volet du raccordement au gaz naturel, le taux est passé de 42% en 2016 à 57% en 2017. Le secteur des ressources en eau a connu aussi, selon la même source, «une grande évolution au niveau de la wilaya de Béjaïa durant l'année 2017». En effet, «l'intervention» du wali auprès du ministère concerné a été matérialisée par un programme d'urgence pour le

rattrapage du retard avec une enveloppe financière estimée à 280 milliards de centimes destinée à prendre en charge des projets pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable des communes en souffrance. Ainsi, parmi les opérations mises en service et lancées, il y a Barbacha à partir du transfert de Tichi - Haf : débit alloué 47 l/s (population touchée : 8 000 hab.), Chemini et Souk Oufella à partir du transfert de Tichi : un débit de 45 l/s (population touchée : 12 000 hab.), M'cinsa, Bouhamza, Tichy, à partir de forages pour le douar Aït Melloul, renforcement AEP de la cité Bensaïd, Adekar, Aokas, etc. Il y a aussi le raccordement de la wilaya au réseau AEP qui était de 95% en 2016 à 91% en 2017. Par ailleurs, «la dotation journalière en eau qui était de 145 l/j habitant en 2016 est passée à 150 l/j habitant en 2017», indique la même source.

Hocine Cherfa

Conseil de la nation

Conférence aujourd'hui au Sénat sur la réalité de l'amazighité en Algérie

LE CONSEIL de la nation organise, aujourd'hui à son siège, une conférence sur «la réalité de l'amazighité en Algérie : enracinement dans le passé, acquis du présent et enjeux du futur», et ce, dans le cadre des conférences intellectuelles et culturelles organisées par le Conseil. La conférence verra la participation de parlementaires des deux chambres, de représentants de l'administration et des institutions de l'Etat, de professeurs universitaires et de chercheurs, ainsi que de représentants de la presse et de la société civile. Le programme de la conférence comprend un exposé du secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, sur les acquis de l'amazighité en Algérie et une communication animée par le professeur en histoire et civilisations anciennes de l'université d'Alger 2, Mohamed El Hadi Harrech, sur la profondeur historique de la langue et de l'écriture amazighes, ainsi qu'une conférence sur «l'Amazighité des points de vue linguistique et littéraire : parcours et perspectives», présentée par le professeur universitaire Mohamed Djallaoui.

K. L.

Selon l'ONS

L'activité commerciale en baisse

■ L'activité commerciale a enregistré une baisse au quatrième trimestre 2017, notamment chez les grossistes de certains produits, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS) sur la situation et les perspectives dans le commerce.

Par Assia D.

Dans une enquête-sondage d'opinion menée auprès de commerçants, l'ONS a relevé que pour les grossistes, l'activité commerciale avait connu une baisse au dernier trimestre de 2017, notamment ceux activant dans le commerce de l'agroalimentaire, de la droguerie-quincaille-appareils électroménagers-parfumerie (DQAEMP). Mais l'activité commerciale s'est stabilisée, selon l'opinion des commerçants-détaillants des combustibles et lubrifiants et des machines et matériel d'équipement. Par ailleurs, l'ONS a observé que près de 75% des grossistes se plaignent de la «lenteur» des formalités d'acquisition de marchandises et plus de 33% se plaignent des délais d'approvisionnement qui sont, selon eux, «longs». Ils déplorent également l'éloignement des sources d'approvisionnements. En outre, près de 42% de grossistes et 25% de détaillants interrogés relèvent avoir enregistré des ruptures de stocks de pro-



duits, dont essentiellement ceux de l'agro-alimentaire, des DQAEMP et ceux de la matière première et demi-produits. Quant aux prix d'acquisition des

produits, ils ont été jugés «plus élevés», selon plus de 41% de grossistes et près de 25% des détaillants, notamment ceux de l'agroalimentaire, des combus-

tibles et des lubrifiants, de la matière première et demi-produits, tandis que le reste des commerçants les ont jugés «stables». Concernant la qualité

et le conditionnement du produit, la plupart des commerçants, grossistes et détaillants enquêtés s'est dite «satisfaite».

Baisse de la demande

D'autre part, l'enquête de l'ONS relève que la demande en produits a continué à baisser au quatrième trimestre 2017, selon des commerçants (grossistes et détaillants) enquêtés. Cette baisse concerne beaucoup plus les industries agroalimentaires, les DQAEMP et les machines et matériel d'équipement. Quant à l'état de la trésorerie, il a été jugé «bon» selon plus de 18% des grossistes et de plus de la moitié des détaillants, notamment ceux des machines et matériel d'équipement. En outre, plus de 67% de grossistes et près de 61% de détaillants ont eu recours à des crédits bancaires. Plus de 74% des grossistes et plus de 93% des détaillants concernés n'ont pas eu des difficultés à contracter ces crédits, selon l'enquête de l'Office.

A. D./APS

Méditerranée

Les nouvelles routes du commerce passeront par le sud et l'est de la région

Les nouvelles routes du commerce dans le bassin méditerranéen passeront par les pays du sud et de l'est de la région, malgré la récente montée du protectionnisme dans le monde, a indiqué, hier, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface). Dans son analyse sur les échanges commerciaux entre les pays du bassin, depuis plus de 20 ans, et sur l'échec de l'intégration commerciale, lors d'une conférence de presse, l'organisme français d'assurance a relevé que les pays du sud et de l'est de la Méditerranée montent en gamme avec les exportations automobiles et TIC et se lancent dans l'approvisionnement en matières premières en direction des pays du nord. «Deux nouvelles tendances émergent : la montée en gamme des pays de Sud-Med et d'Est-Med, notamment visible à travers les exportations de biens automobile et des technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'apparition de nouveaux acteurs dans l'approvisionnement en matières premières (énergie, chimie et construction)», a-t-on expliqué, malgré la perte de vitesse pour le commerce intra-régional dans d'autres secteurs. Pour la Coface, si le commerce régional a pris de l'importance en Asie, les pays du bassin méditerranéen «peinent à obtenir le même résultat au sein de la région, et ce malgré la multiplication des accords multilatéraux et bilatéraux» depuis l'Accord de Barcelone de 1995, indiquant que la part du commerce intra-

méditerranéen «tend même à diminuer, passant de 31% des exportations en 2001 à 29% en 2016». Elle précise que la sous-région Euro-Med (pays méditerranéens de la zone euro) concentre une grande partie des flux régionaux (79,4% des flux d'importations et d'exportations) mais elle perd du terrain depuis 15 ans au profit des pays du Sud-Méditerranée (10,1%), de l'Est-Méditerranée (8,4%) et des

Balkans (2%). Concernant la faible intégration commerciale en Méditerranée, elle évoque plusieurs explications, dont notamment la crise de 2009, puis les «printemps arabes» de 2011 ont eu un «impact négatif» sur le taux d'ouverture des pays de la région, en freinant d'avantage les pays du sud et de l'est méditerranéen. A cette situation s'y ajoute, poursuit la Coface, la superposition des accords bila-

teraux qui «rend complexe le processus d'échanges, avec des conditions différentes d'un accord à un autre», notant que depuis 2012, dans l'ensemble de la Méditerranée, 381 mesures protectionnistes nettes ont été mises en place, dont près de la moitié à l'encontre d'autres pays de la région. Sur les nouvelles tendances commerciales qui se révèlent dans la structure des exportations,

l'Euro-Med semble, selon ses estimations, perdre du terrain dans les secteurs à forte valeur ajoutée, comme l'automobile ou les TIC, au profit des exportations des produits agricoles transformés et des produits chimiques, soulignant que les pays de Sud-Med et d'Est-Med «commencent à opérer une montée en gamme au détriment des secteurs traditionnels comme le textile».

Younès F./Agences

Prix

Le Brent à plus de 69 dollars à Londres

Les prix du pétrole grimpaient mardi en cours d'échanges européens, confirmant leur rebond de la veille alors que le risque d'un conflit au Moyen-Orient pourrait perturber le marché. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 69,51 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE)

de Londres, en hausse de 86 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai prenait 79 cents à 64,21 dollars. «La séance du jour reste focalisée sur les thématiques géopoliti-

ques», a expliqué un analyste chez Petromatrix, pour qui les cours du pétrole, après avoir baissé la semaine dernière avec le risque d'une «guerre commerciale», montent désormais avec les peurs d'une «guerre des missiles». Par ailleurs, les marchés surveilleront la publication au fil de la semaine des rapports men-

suels des grandes agences de l'Energie. L'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) publiera le sien en cours de séance, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec) partagera le sien jeudi, l'Agence internationale de l'Energie (AIE) fera de même vendredi.

A. O.

Changes

L'euro stable face au dollar

L'euro était stable hier face au dollar, alors que les tensions russo-américaines pourraient prendre le pas sur le conflit entre les Etats-Unis et la Chine après un discours rassurant du président chinois, Xi Jinping. L'euro valait 1,2321 dollar, au même niveau que lundi soir. La monnaie unique européenne montait face à la devise japonaise à 131,88 yens, contre 131,54 yens lundi soir. Le billet vert progressait aussi face à la monnaie nipponne à 107,02 yens, contre 106,77 yens la veille

au soir. Menacé d'une guerre commerciale par Donald Trump, le président Xi Jinping a promis mardi une «nouvelle phase» d'ouverture de l'économie chinoise, avec notamment une baisse «considérable» dès cette année des taxes sur les importations d'automobiles, au Forum de Boao pour l'Asie, une conférence surnommée le «Davos chinois». Surtout, «l'absence d'escalade dans le discours sur la guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine est bénéfique», ont souligné des

analystes. Le discours de Xi Jinping a rassuré les marchés, les Bourses asiatiques ayant terminé dans le vert tandis que les places européennes ont ouvert en hausse. «Cependant, le nouveau risque géopolitique, avec l'intensification du conflit en Syrie, ne peut être ignoré», a estimé un analyste. Après une attaque chimique présumée en Syrie, Donald Trump a fait planer la menace d'une intervention militaire et a blâmé la Russie, qui a, de son côté, mis en garde contre «de graves consé-

quences» en cas de frappes occidentales. «Les Etats-Unis et la Russie iront-ils à la confrontation en Syrie ? Cela dépendra probablement des décisions de M. Trump durant les prochaines 24 heures mais le risque est important», a-t-il poursuivi. Vendredi dernier, les Etats-Unis ont annoncé de nouvelles sanctions contre des entreprises russes, dont Rusal, l'un des principaux producteurs mondiaux d'aluminium, provoquant une panique boursière en Russie.

R. E.

Djelfa

Atelier de formation sur la gestion intégrée des parcours naturels

■ La gestion intégrée des parcours naturels a été au centre des débats d'un atelier de formation abrité par le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS) de Djelfa, au profit de 13 stagiaires représentant outre l'Algérie, de nombreux pays arabes, dont la Libye, la Tunisie, l'Égypte, le Maroc et le Soudan.

Par Lyes B.

« La majorité des pays arabes ne disposent pas d'assez de ressources fourragères pour couvrir leurs besoins », d'où l'intérêt de cet atelier qui aura à examiner la question et mettra l'accent sur « l'importance de développer des régions pastorales pour ce faire, vu que les espaces disponibles n'assurent qu'un taux de 25 à 30 % des besoins en fourrages », a indiqué l'un des participants, le directeur des ressources fourragères et des pâturages auprès du ministère tunisien de l'Agriculture, Kamel Khalifa. Pour sa part, la représentante de la direction de la gestion des parcours et des fourrages du Soudan a souligné la contribution de cet atelier dans la connaissance de l'expérience algérienne pilote en matière de

gestion des parcours et de lutte contre la désertification, qualifiant cette expérience d'« enrichissante et susceptible d'être généralisée dans la région arabe ». Organisé à l'initiative de l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, représenté par le HCDS, dont le siège est à Djelfa, cet atelier de formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de l'OADA relatif au développement des capacités techniques des cadres du secteur agricole du monde arabe et du partage de l'expérience algérienne en matière de lutte contre la désertification, a indiqué, à l'occasion, le responsable du HCDS, Amedjkouh Mustapha. L'expérience algérienne dans ce domaine est matérialisée, sur le terrain, par de nombreux projets ayant permis, a précisé M. Amedjkouh, la réhabilitation des parcours naturels, l'amélioration du couvert végétal au double plan qualité et quantité, la réduction de la dégradation de sols et la préservation de la biodiversité menacée par l'avancée du sable due aux changements climatiques et aux comportements



irrationnels de certains habitants de ces régions, entre autres. Cet atelier, qui se poursuivra cinq jours durant, a pour principaux objectifs, a-t-il dit, le développement des capacités techniques des cadres arabes du domaine, l'échange des expériences acquises en matière d'amélioration des parcours naturels et de préservation des systèmes écologiques, outre la présentation de l'expérience algérienne (cas

du HCDS) dans le domaine de la restauration et de la gestion des parcours. Il s'agira également, selon le même responsable, de partager d'autres expériences réussies en matière de gestion des parcours dans d'autres régions arabes arides, semi-arides et sub-sahariennes, avant la valorisation des résultats obtenus, en vue de la préservation des ressources naturelles dans les pays arabes. La manifesta-

tion prévoit l'animation d'une série de conférences par des cadres du HCDS axées, entre autres, sur la gestion durable des parcours, les politiques et législations liées à la protection des parcours, l'importance socioéconomique des espaces pastorales dans les pays arabes et la gestion de la biodiversité dans les parcours dans le monde arabe.

L. B./APS

Tissemsilt Les barrages font «le plein» après les fortes précipitations de mars dernier

UN APPORT supplémentaire de plus de 10 millions m³ d'eau a été enregistré au niveau des barrages de la wilaya de Tissemsilt, à la faveur des dernières précipitations et des chutes de neige survenues dans la région en mars dernier, a-t-on appris de la direction des ressources en eau. Le barrage Kouadia-Rosfa de la commune de Béni Chaïb a reçu, durant la même période, plus de 6 millions de m³ d'eau alors que celui de Boukara (Tissemsilt) a emmagasiné plus d'un million de m³ avec un déversement de ses eaux, après son remplissage à 100%, sachant que sa capacité de stockage est de 11,5 millions de m³. Pour sa part, le barrage de Dreder, dans la wilaya voisine d'Aïn Defla, alimentant la partie Nord-Est de Tissemsilt, a reçu plus de 3 millions de m³ d'eaux supplémentaires. La fonte des neiges a permis, la dernière semaine de mars, de fournir des quantités jugées record d'eau. Les quantités supplémentaires d'eau du barrage de Kouadia-Rosfa, qui compte actuellement 61,8 millions de m³, permettra de sécuriser les besoins de la population de 15 communes pour une longue période. Le taux total de remplissage des barrages de la wilaya atteint actuellement plus de 80 % indique-t-on de même source.

R.R.

Tizi-Ouzou

Intégration de Béni Ziki dans le transfert d'eau du barrage Tichy-Haff/Bouzguene

La commune de Béni Ziki à plus de 70 km à l'est de Tizi-Ouzou sera intégrée dans le transfert d'eau de la localité de Bouzguene à partir du barrage de Tichy-Haff dans la wilaya de Béjaïa, a annoncé le ministre des Ressources en eau. Hocine Necib, qui a entamé dimanche une visite de deux jours dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a ainsi répondu favorablement à la demande « légitime » des habitants de cette Béni Ziki, de faire bénéficier leur région qui enregistre des perturbations en alimentation en eau potable en été, étant principalement alimentée par des

sources. Ce projet, doté d'une enveloppe financière de 2,2 milliards de DA, permettra de régler de manière durable le déficit en alimentation en eau potable que vit cette partie de l'extrême sud-est de la wilaya, en raison des perturbations climatiques dont une faible pluviométrie et de forte chaleurs en été causant le tarissement des sources qui alimentent principalement ces localités. Le ministre a annoncé qu'à partir d'octobre prochain, date de réception de ce transfert, le problème d'alimentation en eau potable dans cette région « ne se posera plus ». M. Necib a éga-

lement répondu favorablement à la demande d'inscription pour la réalisation d'un petit barrage d'une capacité de 350 000 m³ avec un volume régularisé de 150 000 m³/an au profit de la commune de Béni Ziki. « Nous allons dégager les finances nécessaires pour lancer ce projet cette année », a-t-il annoncé. Le ministre a poursuivi sa visite dans la zone côtière de la wilaya pour inspecter les projets de renforcement de l'AEP des localités d'Azeffoun et de Tigzirt.

Hocine A.

Chlef

Prévision de production de plus de 480 000 qx de pomme de terre

Une production de plus de 480 000 qx de pomme de terre est attendue à Chlef pour la présente campagne agricole, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles de la wilaya. La production de pomme de terre saisonnière, dont la collecte se fera durant les mois de mai et juin prochains, coïncidant avec le mois sacré du Ramadan, devrait atteindre les 487 000 qx, sur une surface ciblée de 1 516 ha, a indiqué

Mohamed Bouali, signalant, également, des indices de production maraîchère similaires à ceux de la campagne écoulée. Il a, par ailleurs, fait part d'une collecte de 53 184 tonnes de pomme de terre hors saison réalisée, dernièrement dans la wilaya, dont une partie a été destinée au marché local et l'autre pour le stockage en chambres froides. Le même responsable n'a pas manqué de citer les « bonnes conditions » climatiques de cette sai-

son, comme un facteur clé dans l'abondance de la production maraîchère dans la région, notamment la tomate, l'oignon, la carotte et la courgette. Au titre des efforts d'amélioration du rendement agricole dans la wilaya, M. Bouali a signalé une extension des périmètres irrigués, dont la surface a été portée à 8 000 ha, cette année, soit une hausse de 1 000 ha comparative-ment à la saison passée, parallèlement à l'adoption de tech-

niques modernes en matière d'irrigation (le goutte-à-goutte et l'irrigation par aspersion). Une démarche est, également, consentie en vue de la réduction des surfaces en jachères, par l'encouragement des cultures de fourrages et de légumes secs à leur niveau, ce qui a contribué à une diminution de cette surface à 43 000 ha actuellement, contre 55 000 ha précédemment.

T.K.



Sahara occidental / Espagne

Les associations amies avec le peuple sahraoui attachées à sa décolonisation

■ Les associations espagnoles amies avec le peuple sahraoui, réunies durant cette fin de semaine en Ségovie (Espagne), en assemblée générale, ont réaffirmé leur engagement et attachement à la décolonisation du Sahara occidental qui ne «peut aboutir que par la tenue d'un référendum d'autodétermination devant assurer l'expression libre et authentique de la volonté du peuple sahraoui».

Par Sara H.

Ce référendum d'autodétermination, a indiqué la résolution finale de cette assemblée générale, viendra en application des décisions pertinentes de l'Union africaine (UA) et les résolutions des Nations unies. Les associations espagnoles réunies sous la coupe de la coordination espagnole de solidarité avec le peuple sahraoui a, en outre, exigé de l'Etat espagnol d'«assumer sa responsabilité historique, politique et juridique» en tant que puissance administrante du territoire sahraoui et membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. «L'Espagne doit adopter une attitude honnête et active afin de mettre fin au processus de décolonisation du peuple sahraoui», ont souligné les participants à cette Assemblée. Les associations espagnoles ont, par ailleurs, demandé l'élargissement des compétences de la mission des Nations unies pour le référendum du Sahara occidental (Minurso) à «la surveillance des droits de l'homme, le déminage et la destruction du "mur de la honte" construit par le Maroc afin de renforcer l'occupation et séparer le territoire et les familles sahraouies». L'Assemblée générale du mou-

vement espagnol solidaire avec le Sahara occidental a également exigé le respect total de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 16 décembre 2016 qui a conclu que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc et que ce dernier n'a aucune souveraineté sur ce territoire. Les délégués ont également exigé l'exécution de la dernière décision de la Cjue publié le 27 février, qui a clairement conclu que l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental ni aux eaux y adjacentes. «L'Union européenne doit prendre toutes les mesures législatives, administratives ou autres nécessaires pour éviter les activités économiques et commerciales qui portent atteinte aux intérêts du peuple sahraoui et négocier pour cela avec son représentant unique et légitime, le Front Polisario», a-t-on rappelé. L'assemblée générale des associations espagnoles solidaires avec le peuple sahraoui a également lancé un appel au gouvernement espagnol, aux communautés autonomes, aux Conseils provinciaux et locaux pour «augmenter l'aide à la coopération et à l'action humanitaire pour les réfugiés sahraouis», demandant, par ailleurs, à l'Etat espagnol «la reconnaissance effective du Polisario, en tant que représentant unique et légitime du peuple sahraoui». L'assemblée a, par ailleurs, exprimé sa «tristesse et chagrin» suite au décès d'Ahmed Boukhari, représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, avant de faire part de sa



PH. > D. R.

«grande préoccupation pour la grave détérioration de l'état de santé des prisonniers politiques sahraouis après plus de 30 jours de grève de la faim». Les associations ont enfin montré leur indignation face au mépris des droits de l'homme affiché par les autorités d'occupation marocaines en demandant notamment à la Mission de l'ONU pour

l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) et à l'Envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, d'assurer «le strict respect du droit international concernant le traitement des prisonniers et le respect des droits de l'homme».

S. H./APS

Tunisie

L'ODC appelle au boycott des produits importés

L'Organisation tunisienne de défense du consommateur (ODC) a appelé les Tunisiens à boycotter les produits étrangers et principalement turcs, en raison du grave creusement de la balance commerciale du pays et de la perte de la valeur du dinar tunisien (DT). De passage à «Happy Days» sur Jawhara FM, aujourd'hui, lundi 9 avril 2018, le secrétaire général du bureau régional de l'ODC à Sousse, Hatem Ben Hassine, a exprimé son soutien à la campagne de boycott des produits turcs, lancée il y a quelques jours par les internautes sur les réseaux sociaux, appelant également les Tunisiens à boycotter tous les produits étrangers et principalement importés de la Turquie et de la Chine, les deux pays avec lesquels la Tunisie

enregistre le plus fort déficit commercial. «Suite à la perte de la valeur du dinar tunisien et à l'effondrement du niveau des réserves en devises, il est nécessaire de réduire les importations de certains produits. Nous avons des produits locaux qui suffisent largement à nos besoins. Nous appelons aussi à réviser certaines législations et conventions avec des pays étrangers afin de permettre à nos produits de concurrencer les importations étrangères sur le marché local», a indiqué Hatem Ben Hassine. Ce n'est pas la première fois qu'une ONG tunisienne lance un appel au boycottage des produits étrangers et notamment turcs et incite les Tunisiens à consommer des produits locaux. Dans ce cadre, l'Institut national de la consommation

(INC) avait lancé, en mai 2017, sur les réseaux sociaux, la campagne «#Consomme619» (619 étant l'indicatif de la Tunisie) pour encourager les Tunisiens à cesser de consommer les produits étrangers, notamment turcs et chinois, dans les grandes surfaces, suite à la chute du dinar tunisien face à l'euro et au dollar américain, les monnaies avec lesquelles sont libellées les dettes extérieures du pays. De son côté, l'Organisation tunisienne d'orientation du consommateur (Otoc) avait appelé, en septembre dernier, le gouvernement tunisien à geler l'accord de libre échange avec la Turquie.

Amel N./Agences

Libye

Le gouvernement exclut toute participation étrangère dans sa lutte contre le terrorisme

Le gouvernement d'union nationale libyen soutenu par l'ONU a déclaré que l'opération militaire lancée par le gouvernement il y a quelques jours afin de combattre les terroristes qui subsistent dans le pays n'implique aucune force étrangère. «Cette opération est exécutée par les forces anti-terroristes avec le

soutien de l'armée de l'air. Aucun contingent d'aucun pays étranger ne participe à cette opération», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Mohamed Al-Shallak, lors d'une conférence de presse à Tripoli. «La mission des forces mobilisées est d'éliminer les terroristes restants dans les vallées et les déserts seule-

ment. L'opération ne couvrira pas les régions urbaines et peuplées», a-t-il ajouté. Le porte-parole a souligné que l'opération se poursuivait pour la deuxième semaine consécutive en coopération étroite avec la population et que tous les terroristes avaient été chassés de la région ciblée par l'opération. La semaine der-

nière, le gouvernement d'union nationale libyen a lancé une opération militaire baptisée «Tempête de la patrie» afin d'éliminer les groupes terroristes qui sévissent encore dans le pays, notamment le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech).

APS

Maroc Mort de six migrants clandestins dans le naufrage de leur embarcation

SIX MIGRANTS clandestins sont morts lundi en tentant d'atteindre l'Espagne depuis le Maroc dans une embarcation de fortune, ont indiqué les autorités locales de la ville de Tanger, dans le nord du Maroc. Selon la même source, une embarcation pneumatique ayant à bord des candidats à l'émigration clandestine a échoué vers 4h00 du matin à la plage de Houara, dans la commune de Gzenaya dépendant de la préfecture de Tanger, causant la mort de 6 personnes, dont 4 Marocains. Dix blessés ont été évacués à l'hôpital régional de Tanger, précise la même source. Selon les chiffres de l'ONU, sur les 5 386 migrants qui ont traversé la Méditerranée, 3 119 l'ont été lors du passage de la Méditerranée.

R. M.



Russie

En pleine détente, le chef de la diplomatie nord-coréenne reçu à Moscou

■ Venu s'assurer du soutien de son allié russe en pleine détente dans la péninsule coréenne, le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Yong Ho, a été reçu hier par son homologue russe Sergueï Lavrov.

Par Rosa C.

«**J**espère que ces discussions vont nous permettre de parler en détail des affaires internationales et régionales, y compris la situation sur la péninsule coréenne», a déclaré Sergueï Lavrov au début de cette rencontre. De son côté, Ri Yong Ho a dit espérer «trouver des moyens concrets, un chemin pour construire une nouvelle étape dans le développement de nos relations». Cette visite en Russie intervient sur fond d'un spectaculaire rapprochement inter-coréen depuis les jeux Olympiques d'hiver de Pyeongchang, en Corée du Sud, suivi d'un ballet diplomatique encore inimaginable il y a quelques mois, quand Kim Jong Un et Donald Trump s'échangeaient menaces et invectives. Après une visite historique à Pékin fin mars, le leader de la

Corée du Nord, Kim Jong Un, doit rencontrer le président de la Corée du Sud, Moon Jae-in, le 27 avril dans la zone démilitarisée qui divise la péninsule. Ce sommet doit précéder une rencontre prévue d'ici fin mai ou début juin entre le dirigeant nord-coréen et le président américain. Les modalités de cette rencontre historique sont encore en discussion, mais son annonce a mis un terme à des mois de propos belliqueux réciproques. «Il est très important pour les Coréens de s'assurer du soutien des Russes et de solidifier les bases» de leurs relations dans ce contexte, explique à l'AFP Alexandre Vorontsov, responsable de la Corée à l'Institut des études orientales de l'Académie russe des sciences. «La Russie a gardé des relations de travail normales avec la Corée du Nord dans les moments difficiles, et il est important pour Pyongyang



PH: D. R.

d'obtenir la compréhension de la Russie avant ces deux sommets historiques», ajoute-t-il. Plusieurs hauts responsables ou émissaires de Pyongyang se sont rendus en Russie ces dernières années, mais jamais un ministre de l'envergne de Ri Yong Ho. La dernière visite d'un officiel nord-coréen à Moscou remonte à septembre, quand une haute responsable du ministère des Affaires étrangères avait été accueillie au siège de la diplomatie russe à Moscou pour des

«consultations», sur fond de crise nucléaire entre Pyongyang et Washington. Ri Yong Ho est arrivé dans la capitale russe lundi et doit s'entretenir avec son homologue russe du «développement du dialogue politique et de la coopération économique et commerciale» entre les deux pays, a indiqué la diplomatie russe dans un communiqué. La Russie «soutient les démarches des autorités nord-coréennes visant au rapprochement intercoréen, la normalisation des rela-

tions entre les deux Corées et l'établissement d'un dialogue direct avec les États-Unis», a-t-elle précisé. Kim Jong Un aurait dû se rendre à Moscou en mai 2015 pour les commémorations des 70 ans de la victoire des Alliés dans la Seconde guerre mondiale, mais il y avait renoncé quelques jours avant l'événement. Ri Yong Ho s'était rendu début avril à Pékin, quelques jours après la visite surprise en Chine du dirigeant suprême de Corée du Nord, Kim Jong Un, son premier déplacement hors de son pays depuis son arrivée au pouvoir en 2011. L'un des sujets abordés lors de sa visite à Moscou devrait être la situation des travailleurs nord-coréens présents en Russie.

La Russie, qui délivre chaque année entre 12 000 et 15 000 visas à des citoyens nord-coréens, a affirmé en février avoir commencé à les renvoyer dans leur pays, en application des sanctions adoptées fin décembre 2017 par le Conseil de sécurité de l'ONU.

«C'est une question importante pour la Corée du Nord. La Russie a réussi à espacer les renvois sur une période de deux ans, mais tout n'est pas simple. Il faut établir de nouveaux quotas et c'est tout une série d'accords» à trouver avec Pyongyang, explique M. Vorontsov. **R. C.**



Points chauds

Soutiens

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis quelques semaines Israël semble prêt à dépasser toutes les limites et ne semble plus préoccupé de l'image qu'il donne sur la scène internationale. Ainsi, après avoir déclaré que son armée a tué des dizaines de palestiniens ces quinze derniers jours, plusieurs ministres israéliens n'ont pas hésité à cautionner cette semaine le comportement de soldats, que l'on voit dans un vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, tirer sur un Palestinien non armé dans la bande de Gaza et se réjouir bruyamment de l'avoir atteint. Les images semblent d'abord montrer un palestinien immobile près de la barrière marquant la frontière entre Israël et la bande de Gaza. Ce dernier, qui ne semble pas représenter une menace immédiate, est ensuite touché par des tirs en provenance d'une position occupée par des soldats sur le territoire israélien. Au moment où le Palestinien s'écroule, des cris de joie poussés apparemment par des soldats israéliens sont entendus. Après avoir annoncé l'ouverture d'une «enquête approfondie», l'armée israélienne a confirmé hier l'authenticité de cette vidéo tout en assurant qu'elle datait en réalité de décembre 2017. «Après avoir tenté de disperser les émeutiers (...) une balle a été tirée en direction d'un des Palestiniens soupçonnés d'être le meneur des émeutiers. Il a été touché à la jambe», affirme un porte-parole du corps militaire dans un communiqué. Il était impossible par ailleurs de savoir si le Palestinien touché a été tué. «Le sniper devrait recevoir une médaille et celui qui a filmé être rétrogradé», a sans surprise réagi le ministre de la Défense israélien, Avigdor Lieberman. «On en fait beaucoup trop avec cette vidéo. Il ne s'agit pas de tirs sur n'importe qui, mais sur un terroriste qui s'approche de la barrière dans une zone interdite d'accès et en provenance d'une région contrôlée par les terroristes du Hamas», a pour sa part affirmé le ministre de la Sécurité intérieure, Gilad Erdan. Naftali Bennett, ministre de l'Éducation et dirigeant du parti nationaliste religieux Foyer juif, a lui aussi défendu les actions des troupes israéliennes : «Juger les soldats parce qu'ils ne se sont pas exprimés de façon élégante alors qu'ils sont en train de défendre nos frontières, ce n'est pas sérieux. Je soutiens tous les soldats.» «Depuis des lustres, personne ne nous écoute ou ne nous croit à moins que l'on ne présente un document d'origine israélienne», a de son côté regretté la dirigeante palestinienne Hanane Achraoui, membre du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). «La question des tireurs d'élite n'est pas nouvelle et il est temps que le monde croit ce que nous ne cessons de dire» sur la répression israélienne, a-t-elle ajouté. Reste à savoir qu'elle sera la réaction de la communauté internationale, qui, si ces derniers jours à nouveau «condamne» l'attitude de l'État hébreu, ne prend toujours aucune mesure concrète pour tenter d'enrayer la violence de l'armée israélienne envers le peuple palestinien. **F. M.**

Le Mexique va réévaluer sa coopération avec les États-Unis

Le Mexique va réévaluer sa coopération avec les États-Unis en raison de divergences «notoires» surgies entre les deux voisins, a annoncé lundi le chef de la diplomatie mexicaine, Luis Videgaray, en pleine tension bilatérale sur la question migratoire.

«Conscients du moment que nous traversons et des différends publics et notoires que nous avons actuellement avec le gouvernement des États-Unis, le président Enrique Peña Nieto va prendre certaines décisions», a déclaré M. Videgaray lors d'un entretien à la radio Grupo Formula, précisant toutefois que, pour l'heure, «aucune décision n'avait été prise».

«La rhétorique du président Trump, le ton avec lequel il se réfère aux Mexicains... font une différence, marquent la relation et nous ne pouvons rester indéfiniment immobiles face à cela», a expliqué le ministre. Les dossiers qui devront être réévalués incluent la sécurité et le commerce, a précisé M. Videgaray. Le président américain Donald Trump a annoncé la semaine dernière le déploiement de 2 000 à 4 000 militaires à la frontière avec le Mexique pour endiguer

l'immigration clandestine. Cette décision a exacerbé les tensions avec le Mexique, le président Enrique Peña Nieto jugeant que les «attitudes irrespectueuses ou menaçantes» de Donald Trump étaient injustifiées. Visiblement courroucé, le président mexicain – qui a déjà annulé deux déplacements à Washington – avait envoyé une pique à son homologue dans un message vidéo: «Si vos récentes déclarations puisent leur origine dans une certaine frustration liée aux affaires de politique intérieure, de vos lois ou de votre Congrès, adressez-vous à eux, et non aux Mexicains». Le président Trump avait vivement pris à parti la semaine dernière les autorités mexicaines après la diffusion d'un reportage sur une caravane d'environ un millier de migrants originaires d'Amérique centrale, qui traversait le Mexique avec l'intention d'entrer aux États-Unis. Lors d'un déplacement jeudi en Virginie occidentale, le milliardaire a renoué avec sa rhétorique de campagne sur les «voleurs» mexicains, indiquant que les femmes de cette caravane étaient «violées dans des proportions inédites». Le Mexique a

convoqué l'ambassadeur américain, M^{me} Roberta Jacobson, pour lui demander de s'expliquer sur les propos du président américain. «La relation entre le Mexique et les États-Unis passe par un moment inédit» a relevé lundi M. Videgaray.

Lundi, l'Arizona a envoyé 225 soldats de sa Garde nationale à la frontière avec le Mexique par «mesure de sécurité», selon un communiqué du gouverneur de cet État du sud-ouest des États-Unis, précisant que ces renforts allaient «apporter un soutien aérien, opérationnel, logistique» et «contribuer à la «construction d'infrastructures à la frontière».

«Nous devons continuer à collaborer avec les autorités locales, d'État et fédérales pour faire ce que Washington a échoué à faire depuis trop longtemps: sécuriser la frontière Sud», a encore tweeté le gouverneur.

Le Texas avait de son côté annoncé vendredi le déploiement de quelque 250 militaires sous 72 heures, au lendemain de l'annonce de Donald Trump de déployer l'armée pour endiguer l'immigration clandestine et le trafic de drogue.



Galerie d'art «Ezzou'Art».

La photographe Chafia Loudjici expose ses œuvres



■ La jeune photographe Chafia Loudjici partage avec le public de la galerie d'art «Ezzou'Art» sa passion et sa grande sensibilité à la nature et ses couleurs. Une quinzaine de clichés de différentes dimensions représentant la beauté de l'univers végétal a attiré un public nombreux depuis son inauguration.

Par Abia Selles

Une exposition de photographie d'art, dédiée à l'univers de la macrophotographie et à l'univers végétal, est proposée au public jusqu'au 27 avril à Alger par l'artiste photographe Chafia Loudjici.

Intitulée «Emeraude» cette exposition, explorant l'infiniment petit pour capter des moments invisibles à l'œil nu, est organisée par la galerie d'art «Ezzou'Art».

Dans cette nouvelle collection, Chafia Loudjici œuvre à mettre en avant l'intensité du vert et les moindres détails d'une plante ou d'une feuille, en tentant à chaque fois de capter la rosée matinale ou l'impact d'une goutte de pluie.

Composée d'une quinzaine de clichés, cette première exposition individuelle de la photographe explore dans un premier temps la beauté du vert, cherchant la couleur et l'intensité du vert émeraude dans un feuillage minimaliste sans aucune mise en scène.

Ce travail offre aux visiteurs une lucarne sur une beauté insoupçonnée d'un univers habituellement inaccessible. Cette discipline de la photographie qui met en avant des détails minuscules souvent utilisée pour photographier les détails de la flore et les insectes, permet dans les œuvres de Chafia Loudjici de capturer les gouttes de rosée matinale sur les feuillages ou l'impact de la pluie sur les tiges et les fleurs.

Habituellement portée sur la photographie des sites urbains avec un travail particulier sur les lumières, Chafia Loudjici avait auparavant pris part à l'exposition collective «Ma source blanche», en référence à Alger la blanche comme source d'inspiration.

Elle a également présenté ses travaux sur La Casbah d'Alger lors de l'exposition «El Jazaïr, ombres et lumières», en duo avec la photographe Almuth Bourenane.

L'exposition «Emeraude» se poursuit jusqu'au 27 avril à la galerie «Ezzou'Art».

A. S.

Journées nationales de musique classique à Batna Un public nombreux au rendez-vous

La 4e édition des Journées nationales de musique classique universelle s'est ouverte dimanche après-midi au théâtre régional de Batna après deux années d'éclipse. La manifestation, qui s'étale sur cinq jours, est allée à la rencontre de son public sur l'esplanade qui fait face au théâtre régional avec des morceaux de musique folklorique et moderne ainsi que des lâchers de ballons. Un public mélomane nombreux a assisté à l'ouverture des journées qui, sous

le slogan «Créativité et partage», réunissent des orchestres de 14 écoles de formation musicale du pays ainsi que de l'Institut national supérieur de musique.

Un orchestre composé d'enseignants et d'étudiants de l'Institut régional de formation musicale (IRFM) de Batna et de ses trois annexes de Constantine, Annaba et Biskra, a animé le premier concert de la manifestation en interprétant des morceaux inspirés des musiques chaoui et universelle, ainsi

que des compositions du maestro aurélien Rachid Saouli en hommage posthume à ses efforts dans le lancement de cette manifestation.

Le musicien et musicologue Salim Dada a été choisi hôte d'honneur de ces journées qui ont pour but, a indiqué le directeur de l'IRFM de Batna, Belkacem Chaïb Setti, de favoriser les échanges d'expériences entre enseignants et étudiants en musique de tout le pays.

F. H.

Selon le ministère de la Culture

Dieudonné «n'a pas respecté» la législation algérienne

Le ministère de la Culture a indiqué lundi que l'humoriste français Dieudonné M'bala M'bala, plus connu sous le nom de Dieudonné, n'a pas respecté la législation algérienne, infirmant l'interdiction de son spectacle à Alger, selon un communiqué du ministère.

Dieudonné a annoncé son spectacle «sans avoir respecté la procédure juridique en vigueur en Algérie» puisqu'il n'a pas présenté sa demande par l'intermédiaire d'une agence de droit algérien et n'a pas loué de salle

de spectacles, a précisé la même source. L'humoriste français s'est contenté d'annoncer sur les réseaux sociaux que son spectacle sera donné à l'Opéra d'Alger «sans que les responsables de ce dernier (l'Opéra) n'en soient informés», procédant à la vente des billets en devise via sa page Facebook «au mépris de toutes les règles et procédures légales» en vigueur en Algérie, a ajouté le communiqué. Le ministère a indiqué avoir reçu, en date du 27 février 2018, une correspondance de l'am-

bassade d'Algérie à Paris (France) sollicitant son accord à la présentation d'un spectacle de Dieudonné «organisé par une agence privée basée à Paris», précisant avoir rejeté la demande pour «non-respect de la législation algérienne qui exige de passer par une agence algérienne» pour l'organisation de spectacles artistiques et culturels en Algérie. Le ministère a qualifié d'«illégal» l'annonce par l'artiste français d'un spectacle en Algérie et la vente de billets électroniques en devise sans en

avoir informé les autorités algériennes compétentes. Pour le ministère, l'annonce de l'organisation d'un spectacle à l'Opéra d'Alger via une «partie fictive» est une atteinte à la réputation de l'Opéra qui nécessite de «recourir à la justice». Tout en affirmant qu'il «n'a pas interdit» le spectacle de Dieudonné, le ministère se dit «étonné» du fait que l'artiste a annoncé la vente des billets du spectacle sans mentionner aucune instance algérienne avec laquelle il aurait traité et qu'il continue à annoncer à son public

algérien sa venue en Algérie au mépris de la loi, faisant ainsi du buzz», a conclu le ministère dans son communiqué. Le dernier spectacle de Dieudonné en Algérie remonte à 2014.

L. B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Maison de la culture
Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Jusqu'au 11 avril :

Exposition «Tizi-Ouzou, regard pluriel», organisée à l'initiative de Mohammed Attaf, Mustapha Rafai, Omar Cheikh, Belkacem Haouchine et Youcef Merahi.

Institut français d'Oran

Jeudi 12 avril à 20h30 :
Spectacle L'Odyssée de Fulay, un conte musical de Cheikh Sidi Bémol.

Institut français de Tlemcen

Samedi 14 avril à 20h30 :
Spectacle L'Odyssée de Fulay, un conte musical de Cheikh Sidi Bémol.

Théâtre national algérien
Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Mercredi 11 et jeudi 12 avril à

18h :
Spectacle chorégraphique Dada. Avec : Khadija Guemiri et Sofiane Drici. Production : théâtre régional d'Oran.

Prix Formentor 2018

L'écrivain roumain Mircea Cartarescu lauréat

L'écrivain roumain, Mircea Cartarescu, a été récompensé du prix international Formentor de littérature 2018, pour l'ensemble de son œuvre, a annoncé lundi le jury à Buenos Aires. «Dans ses œuvres, il met en évidence la réalité de la cartographie de la mémoire, la liberté de l'imagination et la motivation des désirs», a fait valoir le jury à l'égard du poète, romancier, critique littéraire et journaliste roumain âgé de 61 ans.

Auteur de plus de 30 livres traduits en 23 langues, Mircea Cartarescu recevra le prix dans quelques mois, après la sortie de la nouvelle édition des «Conversations littéraires de Formentor». Le jury qui a élu le

gagnant du prix Formentor était composé des écrivains espagnols Andrés Ballester et Francisco Ferrer Lerín, de l'auteure et traductrice française Aline Schulman et de l'Argentin Alberto Manguel, prix Formentor 2017. Il était présidé par l'éditeur et journaliste espagnol Basilio Baltasar. C'est la première fois que le jury du prix Formentor se réunit en Argentine.

Le prix Formentor est décerné par la maison d'édition espagnole Seix Barral et est doté de 50 000 euros.

Né le 1^{er} juin à 1956 à Bucarest, Cartarescu est diplômé de la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest (1980).

Entre 1980 et 1989, il a été professeur de langue roumaine. Selon la maison d'édition Impedimenta qui publie ses œuvres en espagnol, Cartarescu est considéré par les critiques littéraires comme le plus important écrivain contemporain de son pays. «Lulu», «La nostalgie», «Le levant» et «Solenoid» sont certaines de ses œuvres les plus connues, traduites entre autres en espagnol et en français. La sortie de «Solenoid» en 2015 a été considérée par la presse littéraire roumaine comme le plus grand événement littéraire des 25 dernières années en Roumanie.

R. I.



Handball Hichem Daoud restera à Istres

L'INTERNATIONAL algérien de handball, Hichem Daoud, a prolongé pour deux saisons avec la formation d'Istres Handball Ouest Provence qui évolue en Proligue (2^e division), a annoncé lundi le club français. «En fin de contrat l'été prochain, l'Algérien Hichem Daoud a prolongé, aujourd'hui, pour deux ans, son aventure sous le maillot istréen. Avec l'espoir de l'étréner sur les terrains de Lidl Starligue (1^{re} division) la saison prochaine», indique la même source. Daoud (26 ans) s'est dit «très content» de continuer son aventure à Istres, soulignant qu'il a «trouvé un équilibre qui me permet de m'exprimer au mieux sur le terrain et dans la vie de groupe». «L'ambiance dans ce groupe, les bons résultats sont autant de choses qui m'ont motivé à rester. On va se concentrer sur la montée en Lidl Starligue et après on se fixera des objectifs collectifs et individuelles. Je vais tout faire pour améliorer mes capacités et apporter toujours plus à ce groupe», a-t-il déclaré au site Sportmag. «J'ai vécu une première saison difficile. J'ai pris

beaucoup de retard dans la préparation et dans mon intégration. Il a fallu que je change mon mode de vie et cela n'a pas été facile. Désormais je suis pleinement épanoui ici», a ajouté le joueur formé au HBC El Biar. Arrivé l'été 2016, Hichem Daoud, demi-centre de formation, aura mis du temps à s'acclimater au championnat de France. Après une première saison en demi-teinte, il est depuis le début de saison l'homme à tout faire du collectif de Gilles Derot. Tantôt ailier gauche suite à la blessure de Lucas Ruiz, tantôt arrière droit suite à celle de Thomas Capella, la polyvalence d'Hichem Daoud en fait un des hommes forts du leader de la Proligue. Auteur de 88 buts, toutes compétitions confondues, il est également très précieux dans l'organisation de la meilleure défense du championnat. Le renouvellement de son contrat, après ceux de Vaidotas Grosas et Nicolas Boschi, marque la volonté du club istréen d'assurer de la stabilité pour aborder les prochains objectifs.

Basket-ball / Nationale 1 messieurs La 2^e phase commence le 11 mai

LA DEUXIÈME phase du Championnat d'Algérie de basket-ball, Nationale 1 messieurs, débutera le 11 mai prochain avec huit équipes en course pour le titre (play-off) et huit autres qui en décourront pour le maintien (play-down). La Fédération algérienne de la discipline (FABB) a indiqué que les dates de fin de saison ont été modifiées pour terminer l'exercice 2017-2018 avant la mi-juin, afin de permettre à la sélection nationale seniors messieurs de préparer les éliminatoires de l'AFROCHAN (25 juin - 3 juillet), une nouvelle compétition FIBA organisée tous les deux ans pour occuper le temps libre des équipes nationales entre les Afrobasket, qui va se dérouler désormais tous les quatre ans, aux années impaires. La poule «Play-off» qui regroupera les huit premiers à l'issue de la 1^{re} phase qui prend fin le 27 avril avec le déroulement de la 30^e et dernière journée, se jouera en trois tournois (7 journées) dont les deux premiers disputeront la

finale en deux manches gagnantes prévue à partir du 11 juin. Les huit autres équipes de la Nationale A, lutteront pour le maintien dans la poule «Play-down» qui se jouera également en trois tournois et dont les deux derniers au classement seront relégués au palier inférieur. A quatre journées de la fin de la 1^{re} phase, 26^e journée disputée vendredi dernier, les huit qualifiés pour les «Play-off», commencent à se détacher à une place près. Si les sept premiers sont presque connus (GS Pétroliers, CRB Dar El-Beida, IRBB Arréridj, WO Boufarik, US Sétif, USM Blida, NB Staouéli), la dernière place qualificative se jouera entre le NA Hussein-Dey, l'OSBB Arréridj et l'USM Alger qui occupent conjointement la huitième place avec 39 points. Les basketteurs du GS Pétroliers, champions d'Algérie depuis 2014, avaient décroché un 4^e titre consécutif en 2017 après leur victoire finale devant le NA Hussein-Dey (1^{re} manche : 75-71, 2^e manche : 94-61).

Championnat d'Algérie du kick-boxing et full contact Les boxeurs de Constantine haut la main

LES BOXEURS (seniors/garçons) de la ligue de Constantine ont dominé les finales du Championnat d'Algérie de kick-boxing (seniors et juniors) qui se sont clôturées, lundi soir, à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Des 12 titres au total (seniors), les représentants de la ligue de Constantine ont remporté 3 titres. Il s'agit de Nadji Meziadi, Houcem Eddine Ahmed Yahia et Mohamed Hamden. La

deuxième place est revenue au représentant de la ligue de Blida, Zineddine Cheboub qui, à son tour, a arraché 2 titres dans ce championnat. Les représentants des autres ligues, à savoir Tizi Ouzou, Mascara, Boumerdès, Oran, Tipasa, Alger et Jijel, ont remporté, à leur tour, un titre chacune. Chez les cadets, les lutteurs de la wilaya d'Alger ont dominé les jeux en remportant 5 titres des 12 titres au total, suivis par les lutteurs de Constantine avec 4 titres et

A deux jours de la demi-finale de la Coupe d'Algérie La guerre des tribunes est lancée !

■ La demi-finale de la Coupe d'Algérie de football entre la JS Kabylie et le MC Alger qui se déroulera au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine, s'annonce déjà passionnante et très disputée au regard de cette grande affiche.



Les fans souhaitent tous suivre le match

Par Mahfoud M.

Asini, le problème des tribunes a surgi avec la décision des dirigeants de la JSK de n'offrir que 3 200 places aux fans du Mouloudia sous prétexte qu'il n'y a pas assez de places dans ce stade qui n'a pas la même contenance que le stade du 5-Juillet d'Alger. Le président kabyle a été clair : «Je ne peux leur offrir plus que ce nombre de places, car la réglementation est claire et stipule que le club qui reçoit ne peut donner aux visiteurs plus que 10% de la conte-

nance du stade». Il souhaite, en outre, que cette question de billets et places sur les tribunes n'altère pas les relations entre les deux clubs, surtout qu'elles ont toujours été bonnes par le passé. Mellal pense que le plus important est que le match se joue dans un fair-play total, que ce soit au niveau des tribunes ou sur le terrain. Toutefois, cela n'est pas fait pour rassurer le Mouloudia ni ses fans qui souhaitent se déplacer en force à Constantine et soutenir les leurs dans ce match très important, d'autant qu'ils souhaitent aller en finale et remporter le titre très

important pour eux. Des dirigeants du Doyen ont pris attache avec leurs homologues de la JSK pour leur demander de leur accorder un surplus de billets vu qu'un très grand nombre de fans souhaitent suivre la rencontre. D'ailleurs, on croit savoir que le déplacement des fans qui est prévu demain devrait être très important à Constantine, car tout le monde rêve de voir son équipe remporter le neuvième trophée cette saison et ne pas sortir les mains vides, surtout que la saison a été difficile et l'équipe sollicitée sur plusieurs fronts.

M. M.

Stade Rennais Zeffane reprend sa place

L'international algérien Mehdi Zeffane a retrouvé dimanche une place dans le onze de départ du Stade Rennais, deux mois après sa dernière apparition, lors du match nul décroché à Nice (1-1), dans le cadre de la 32^e journée du championnat de Ligue 1 française de football. Zeffane s'est distingué dans l'action de l'unique but breton en distillant une passe décisive à Benjamin Bourigeaud (27'). La dernière apparition de l'ancien

lyonnais dans le onze de départ remonte au 17 janvier dernier sur le terrain Lille OSC (victoire 2-1), dans le cadre de la 21^e journée de la compétition. L'autre international algérien de Rennes, Ramy Bensebaini, titularisé, a pris part à l'intégralité de la rencontre, idem pour Zeffane. Agé de 25 ans, Zeffane avait connu une période difficile avec l'ancien

coach Christian Gourcuff, avant d'être relancé par Sabri Lamouchi en novembre 2017 qui l'avait titularisé après une année loin de la compétition. Il n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis octobre 2016 à l'occasion de la réception du Cameroun à Blida (1-1) en ouverture des qualifications de la Coupe du monde 2018.

Championnat national II de futsal L'AS Soummam d'Akbou en DII

Le club de l'Académie sportive de Soummam de Akbou a accédé en division nationale Une de Futsal, après avoir terminé premier au classement du championnat division Deux, qui s'est achevé samedi avec le déroulement de la 10^e journée. L'AS Soummam Akbou avec un total de 22 points et un match en moins possède cinq points d'avance sur son dauphin l'OS Tighennif au classement général, qui lui assure une accession au palier supérieur avant cette ultime journée. Après cet exploit, les Rouge et Noir de l'AS Soummam d'Akbou rejoignent les 20 clubs qui forment la division nationale Une la saison pro-

chaine. L'Académie sportive de la Soummam d'Akbou de Futsal a été créée en 2017 par un groupe de jeunes mordus de football en salle, et a leur tête le président Bilal Bouktit qui a impulsé une dynamique sportive ambitieuse et cohérente à son équipe. «Après une saison d'existence, je suis très satisfait de l'implication de mes joueurs tout au long de la saison et de leur capacité à aller au bout des objectifs fixés en début de saison», s'est-il réjoui. Pour l'entraîneur Bekkour Hicham, ce titre de champion est «une juste récompense pour la qualité et le sérieux du travail réalisé tout au long de l'année».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Université d'Alger 2

Congrès international à Alger sur la psychologie de la santé

LES TRAVAUX du premier congrès international sur les applications récentes de la psychologie de la santé ont débuté mardi à Alger, avec pour objectif de faire connaître cette nouvelle spécialité en Algérie. Organisé par le Laboratoire de la psychologie de la santé, de la prévention et de la qualité de vie à l'Université d'Alger 2, sous le thème «Pour la promotion de la santé de l'individu et de la société», la rencontre de deux jours vise à faire connaître cette nouvelle spécialité dans le domaine de la prise en charge de la santé organique et psychologique en Algérie, dans les pays arabes et étrangers. Le psychologue de la santé s'attèle au niveau des hôpitaux et centres de santé à l'élaboration de recherches académiques, applicables dans les domaines de la psychologie de la santé. Le D' Zennad Dalila, directrice du Laboratoire de la psychologie de la santé, créé en vertu d'un arrêté ministériel promulgué en janvier 2016, a indiqué que le congrès qui «regroupe des chercheurs de différentes spécialités a pour objectif de faire connaître cette nouvelle spécialité dans l'université algérienne et de réduire le fossé entre l'institution universitaire et la société pour garantir la protection de la société, aussi bien des maladies organiques que psychologiques, à l'effet de développer la qualité de vie». Les «applications de cette spécialité concernent le cancer,

l'insuffisance rénale, les maladies cardio-vasculaires, le diabète, outre les maladies mentales et la prise en charge des enfants et des personnes âgées», a-t-elle expliqué. Le D' Zennad a fait savoir que cette nouvelle spécialité «intervient pour remédier à certaines lacunes enregistrées dans les spécialités précédentes, telles que la psychologie clinique et la psychopathologie qui prend en charge les malades et les personnes en bonne santé, à travers l'élaboration de programmes d'éducation sanitaire et thérapeutique, visant à renforcer les comportements sains des individus, auxquels s'ajoutent des programmes de prise en charge des malades». Les participants représentaient différentes universités algériennes, arabes et étrangères s'attèlent, durant cette rencontre, à examiner des thèmes de recherche en psychologie de la santé et les causes biologiques, psychologiques et sociales favorisant l'apparition de maladies organiques. Il s'agit également de présenter des études et des recherches sur le terrain relatives aux problématiques de la psychologie de la santé en Algérie et à l'étranger, en mettant en exergue le rôle du psychologue de la santé dans les hôpitaux en matière de prise en charge socio-psychologique des personnes atteintes de maladies organiques. **Kheilil N.**

Sanctions de la LFP

Chaouchi suspendu pour cinq matches

LE GARDIEN de but du MC Alger (Ligue 1 Mobilis de football) Faouzi Chaouchi a écopé de cinq matches de suspension, dont un avec sursis pour avoir «craché sur un stadier», a annoncé ce mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Chaouchi devra également s'acquitter d'une amende de 50 000 dinars, précise la même source. Chaouchi s'est illustré lors du choc JSK-MCA (3-1) disputé mardi dernier à Tizi-Ouzou en mise à jour de la 23^e journée, par un mauvais geste, en crachant sur le visage d'un stadier, devant les caméras de la Télévision nationale. Le gardien numéro 1 de l'EN a été aussitôt sanctionné par l'arbitre Mustapha Ghorbal en lui infligeant le carton rouge. Le portier du Mouloudia ratéra, entre autres, la demi-finale de la Coupe d'Algérie face à la JS Kabylie prévue vendredi prochain au stade chahid-Hamlaoui de Constantine (17h00). Le natif de Bordj Menail effectuera son retour lors de la réception de l'USM Bel-Abbès le vendredi 27

avril en match avancé de la 28^e journée du championnat, soit à quelques jours d'une éventuelle finale de la Coupe d'Algérie, prévue le 1^{er} mai. Chaouchi n'est pas à son premier écart de conduite, puisqu'il s'est fait remarquer déjà par le passé par des comportements qui lui ont valu de lourdes suspensions. **Racim S.**

Exportation illégale de devises à Béjaïa

Plus de 6 000 euros saisis à l'aéroport Abane-Ramdane

«UNE TENTATIVE d'exportation illégale de devise vers l'étranger a été déjouée ces derniers jours par la police des frontières de l'aéroport Abane-Ramdane», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Une somme de 6 040 euros a été saisie. Celle-ci n'a pas été déclarée aux services de la douane. Tout a commencé au passage du prévenu M.H. âgé de 34 ans au niveau de la salle d'embarquement pour se rendre à Lyon (France). Les policiers

La chute du dinar continue



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Blida

Les corps de deux enfants repêchés dans la turbine du barrage El Mustakbal

■ Les éléments de la Protection civile de la daïra de Mouzaia (ouest de Blida) ont procédé hier au repêchage des dépouilles de deux enfants morts noyés au niveau de la turbine du canal du barrage El Mustakbal, a-t-on appris auprès de la direction locale de ce corps constitué.

Par Slim O.

Selon le chargé de la communication auprès de ce corps, Adel Ezzerimi, les éléments de la Protection civile de Mouzaia sont intervenus dans la matinée (aux environs de 10h30mn) pour rechercher deux enfants au niveau du barrage El Mustakbla, après qu'un citoyen ait signalé avoir découvert des vêtements d'enfants près de cet ouvrage hydraulique. Après près d'une heure, les recherches engagées, à cet effet, ont abouti au repêchage aux environs de 11h30mn, des dépouilles mortelles de deux enfants âgés de 13 et 15 ans, dont l'identité demeure inconnue jusqu'à cette heure, a ajouté le responsable. Il a signalé la poursuite des opéra-

tions de recherches, par les plongeurs de la Protection civile, en prévision de la découverte d'éventuelles autres victimes au niveau du barrage.

S. O./APS

Lutte antiterroriste

Deux casemates détruites à Bouira

DEUX casemates pour terroristes contenant une bombe artisanale et un lot de munitions ont été détruites lundi à Bouira, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique mardi le ministère de la Défense nationale, dans un communiqué «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 9 avril 2018 à Bouira, deux casemates pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale, une quantité de munitions, une plaque photovoltaïque, ainsi que des vivres, des médicaments, des effets vestimentaires et divers objets», précise la même source. Par ailleurs et

dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont saisi à Tamanrasset, quatre véhicules tout-terrain, 2,7 tonnes de denrées alimentaires, 1 660 litres de carburant, ainsi que divers outils d'orpillage». En outre, «8,9 tonnes de thé destiné à la contrebande et 1 560 unités de différentes boissons ont été respectivement saisies à Ouargla et Oran». D'autre part, des détachements combinés de l'ANP «ont intercepté 25 immigrants clandestins de différentes nationalités à Sidi Bel-Abbès, Tlemcen et Tamanrasset», rapporte également le communi-

Hamid C.

Tamanrasset

Reddition d'un terroriste

UN TERRORISTE, qui avait rallié les groupes terroristes en 2009, dénommé S. Ahmed dit Abou Aïcha, s'est rendu mardi aux autorités militaires à Tamanrasset, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un terroriste s'est rendu le 10 avril 2018, aux autorités militaires à Tamanrasset. Il s'agit du dénommé S. Ahmed dit Abou Aïcha, qui avait rallié les groupes terroristes en 2009. Ledit terroriste avait en sa possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et quatre chargeurs garnis», a précisé la même source. **O. N.**